

# On ne choisit pas ses voisins: pourquoi la Suisse doit dire oui aux nouveaux accords bilatéraux

On peut juger l'Union européenne bancal, ses institutions compliquées, sa bureaucratie lourde, ses compromis insatisfaisants. On peut s'agacer des décisions prises à Bruxelles, des lenteurs, des contradictions. Mais il est une vérité brute que nulle campagne ne peut effacer : l'UE est notre voisin. Elle ne disparaîtra pas. Et nous, Suisses, ne pouvons pas déménager.



Un voisin qu'on aime critiquer reste un voisin. Antoine Schibler / Unsplash

C'est là le point central que l'on perd souvent de vue. On peut mépriser les choix de son voisin de parler, trouver son mode de vie détestable, ses opinions absurdes. Mais quand on le croise chaque jour sur le palier, qu'on partage le même ascenseur, qu'on doit composer avec lui pour des travaux ou des règles de copropriété, on a tout intérêt à maintenir des rapports

civilisés. Pas par amour, par simple intérêt. Parce que s'isoler, claquer les portes et refuser de parler, c'est s'empoisonner soi-même la vie quotidienne.

La Suisse est exactement dans cette situation avec l'UE. Nous partageons des milliers de kilomètres de frontières économiques et humaines,

nous échangeons chaque jour biens, services, talents, savoirs. Environ 60% de nos exportations partent vers l'Union. Nos universités et nos entreprises se nourrissent des programmes européens. Nos emplois en dépendent. Rompre ou dégrader ce lien vital pour punir Bruxelles de ses défauts serait d'une imprudence rare.

Or, certains veulent faire croire que le prochain vote sur les accords bilatéraux est un référendum contre l'Union européenne. C'est un contresens dangereux. Nous ne votons pas pour ou contre l'UE, nous votons pour ou contre le fait d'avoir une relation organisée avec elle. On peut critiquer l'UE, la trouver inefficace, trop centralisatrice, mal gouvernée : rien n'oblige à l'aimer. Mais notre géographie, notre économie, notre vie quotidienne font que nous devons nous entendre avec elle. Sinon, nous choisissons l'isolement, c'est-à-dire cesser de parler à notre voisin. Et vivre en conflit permanent avec son voisin immédiat, même quand on le déteste, est intenable.

Les accords bilatéraux ne sont pas un acte d'amour, ce sont des règles de bon voisinage. Ils nous permettent de rester souverains tout en maintenant l'accès à nos marchés vitaux et en faisant des conditions claires. Les détruire pour copier les slogans de l'UDC serait renier le pragmatisme suisse et hypothéquer notre prospérité.

Le 18 octobre prochain, les députés du PLR suisse se réuniront à Berne afin de prendre position sur le sujet. Le PLR doit le dire sans trembler : la voie bilatérale n'est pas un choix idéologique mais un choix vital. Se couder de l'UE pour des raisons d'humeur politique, c'est comme décider de ne plus saluer son voisin d'immeuble, de fermer sa porte à double tour, tout en continuant à dépendre de l'ascenseur et du chauffage collectif. C'est s'infliger un isolement absurde.



Oui, l'UE a ses défauts, et même ces errements. Mais ce n'est pas notre problème ! Oui, on peut la critiquer, on peut même le faire avec virulence... jusqu'à son hypothétique dissolution ou éclatement, elle n'en demeure pas moins notre voisin. Qu'on aime ou qu'on n'aime pas. Cela ne nous autorise pas à se tirer une balle dans le pied en cassant nos liens économiques et humains les plus précieux. Nous avons besoin des bilatérales non pour l'UE mais pour nous-mêmes. La Suisse est au cœur géographique de l'Europe, elle ne peut pas jouer seule contre son environnement. Dire non aux bilatérales, c'est choisir l'impissance et l'isolement. A cela je préfère que nous restions maîtres de notre destin tout en assumant notre place dans le monde réel, celui où l'on vit parmi des voisins. Il n'est pas de souveraineté véritable sans prospérité économique. La Suisse exporte des milliards, ces milliards paient nos salaires, point final.

Alexandre Luy  
Marketing

## Culture



Jean-Yves Gabbud  
Journaliste au Nouvelliste et écrivain

## Les chasseurs de loups

Lionel est obsédé par la chasse. Il pense jour et nuit à un cerf qui semble le narguer.

Le jour de l'ouverture de la chasse, il est à l'affût, prêt à faire feu sur le majestueux animal, mais c'est lui qui est victime d'une balle.

La police et un journaliste local enquêtent chacun de leur côté. Il s'avère que sept chasseurs se trouvaient à portée de fusil de la victime, ce qui fait d'eux sept coupables potentiels.

Dans le Val d'Anniviers, les langues peinent à se délier, solidarité montagnarde oblige. Il faut aller sur le terrain, au milieu des chasseurs de loups, auxquels se mêlent des personnalités connues, pour tenter de découvrir celle ou celui qui avait les meilleures raisons d'en vouloir à Lionel.

Pour démanteler l'écheveau entre amour, vengeance, querelles politiques ou conflit d'héritage, il faut

comprendre les liens, il faut brosser le portrait de personnages typiques de la vallée.

Tandis que certains chassent le loup, d'autres prédateurs rôdent dans des bureaux ou des chambres à coucher, démontrant que l'homme est un loup pour la femme.

En parallèle, des fuites mettent la police dans une situation inconfortable, qui révèle la face cachée de plusieurs agents.

Dans un sixième roman qui se veut très réaliste, le journaliste Jean-Yves Gabbud joue aux limites entre polar et reportage pour se pencher sur un thème d'actualité qui divise la société: la régulation du loup.

